South Stream : quels enjeux pour la Serbie ?

15/12/2013 à 13h06

Le 25 janvier 2008, sur un fond de crise économique et de crise politique avec le Kosovo, la Serbie et la Russie signent ensemble un accord intergouvernemental majeur : un partenariat entre l'entreprise nationale du gaz serbe Srbijagas, alors en pleine privatisation, et le géant Gazprom, est scellé. Partenariat ô combien stratégique lorsque l'on se penche sur la crise du gaz qui a eu lieu à peine un an plus tôt en Ukraine, qui a frigorifié la Serbie et qui a de nouveau soulevé le problème de la diversification des voies de transit de l'énergie en Europe.

Par Tanja Miletic



> *Afin de disqualifier l'Ukraine de l'échiquier gazier en Europe, le choix de la Serbie par la Russie est loin d'être un hasard : l'amitié entre les deux pays, et bien plus encore, entre les deux peuples, est séculaire (1).*

Après la rupture du rapprochement effectué entre les Etats-Unis et la Serbie après la guerre, cette dernière s'est de

nouveau dirigée vers le « frère russe », et l'année 2013 semble être un millésime pour leurs relations bilatérales : alliance militaire signée en début d'année, adhésion de la Serbie à l'organisation du traité de sécurité collective en tant qu'Etat observateur, injection de millions de dollars dans l'économie serbe par la Russie…

Certains parlent de soumission de la Serbie vis-à-vis de la Russie : l'entreprise nationale de l'énergie, NIS (2), a cédé 51% de ses parts à un prix dérisoire (400 millions d'euros). La société South Stream Srbija est créée pour l'occasion, où l'on peut observer que là encore, la Russie est l'actionnaire majoritaire. Soumission dites-vous ? Il semblerait qu'en réalité, appuyée par son allié russe, la Serbie mène un habile jeu de redressement économique du pays, tout en se créant une nouvelle position stratégique dans la région, quinze ans après une guerre qui en avait fait l'ennemi de l'Europe.

South Stream, un projet d'intérêt national

Avec plus de 400km de gazoduc prévue sur son territoire, la Serbie s'assure une sécurité énergétique, notamment grâce au réservoir souterrain de Banatski Dvor, capable de contenir au minimum 300 millions de mètres cubes de gaz (3) (certaines sources locales parlent de plusieurs réservoirs pouvant contenir en tout 800 millions de mètres cubes (4)…). La consommation annuelle de la Serbie en gaz est d'environ 2,4 milliards de mètres cubes. La rénovation de ce réservoir sera en partie prise en charge par la société Gazprom. Auparavant, la Serbie n'avait qu'une seule voie d'acheminement du gaz : les livraisons arrivaient par camion d'Ukraine via la Hongrie. En plus des revenus classiques engendrés par le passage d'un

gazoduc sur son territoire et les milliers de créations d'emplois qui en découlent, la Serbie a engagé toute une politique de redressement économique tournant autour de cette énergie. Grâce au gaz, la Serbie compte remettre en route ses vieilles industries bientôt rénovées : pétrochimie (5), usines de traitement du gaz, centrales thermoélectriques, industries métallurgiques… Les revenus dégagés par ces industries permettent au petit pays d'envisager des projets d'envergure, comme la remise en état du chemin de fer (qui sera faite grâce à des investissements russes), étape nécessaire pour l'optimisation des investissements étrangers dans le pays. La Russie s'intéresse également de près au charbon serbe, ainsi qu'aux huiles de schiste de la région d'Aleksinac…
D'un point de vue politique, on peut s'attendre à un certain accroissement de la prospérité dans le nord de la Serbie, la Voïvodine, territoire clef du projet South Stream dans la mesure où c'est en Voïvodine que se trouve le réservoir de Banatski Dvor. Ceci permettra à la Serbie d'avoir un nouvel atout afin de calmer les pressions indépendantistes de cette région.

Un renforcement de la position stratégique du pays dans la région

Avec le projet South Stream, la Serbie a l'ambition de devenir la plaque tournant de l'énergie d'ici à 2016, la mise en service du gazoduc étant prévue pour 2015. En effet, des raccordements vont être construits afin d'alimenter la Croatie et la Republika-Srpska en Bosnie –Herzégovine. Dans une perspective régionale, le réservoir de Banatski Dvor acquiert une importance fondamentale. A plus long terme, la Macédoine et la Grèce seront également fournies en gaz russe via la Serbie. Mais outre le gaz, et comme dit précédemment,

l’électricité et le pétrole seront également concernés. Les faibles coûts du gaz dont bénéficiera la Serbie, ainsi que les forts investissements russes dans les infrastructures énergétiques, permettront à terme à la Serbie de devenir un important exportateur d’énergie dans la région : le gaz mais aussi l’électricité seront concernés. Parallèlement, la Serbie mène une politique d’ouverture du pays aux capitaux étrangers : depuis peu, les visas ne sont plus nécessaires pour sortir du pays, et les législations douanières s’allègent. La Serbie s’inscrit donc dans une politique globale de redressement, dont l’énergie sera le principal moteur.
La politique extérieure de la Serbie en sera sans aucun doute impactée : les tensions existent toujours dans la région, notamment avec le Kosovo, l’Albanie, et dans une moindre mesure la Bosnie. Une Serbie forte, appuyée par le géant russe, n’en sera que plus influente dans la région, et saura faire prévaloir ses intérêts.

Un nouvel interlocuteur de taille pour l’Europe ?

On peut se demander si la Serbie, en se faisant le paladin de de la Russie dans la région, ne risque pas de s’aliéner les efforts réalisés auprès de l’Union Européenne en vue d’une adhésion. En réalité, la Serbie mène une double stratégie envers ces deux protagonistes, et elle affiche publiquement qu’une étroite collaboration avec la Russie n’entre pas en contradiction avec ses projets d’adhésion de l’UE. Concrètement, la Serbie est très prudente sur sa communication avec les interlocuteurs européens. La presse locale est chaque jour inondée des thématiques liées au processus d’adhésion à l’union européenne, et les récents efforts vis-à-vis du Kosovo vont dans ce sens. De plus, la Serbie ne s’est pas opposée à une éventuelle participation au projet Nabucco, qui se veut

être le projet de pipeline concurrent de South Stream. Cette stratégie est loin de mécontenter les Russes, bien au contraire : à long terme, une Serbie dans l'Union et alliée de la Russie peut s'avérer être un partenaire idéal afin de faire pression sur les institutions européennes. Nous observons déjà un phénomène de ce type en Bulgarie (6). La Serbie peut également compter sur de solides amitiés de pays européens, notamment avec l'Italie qui participe au projet South Stream: les relations entre les deux pays se sont améliorées ces dernières années, grâce à d'importants partenariats économiques (7) ; et l'énergie tient dans ce partenariat une place particulière. La société Edison prévoit de construire une centrale électrique dans le district de Kolubara, et la société Secco construira, en partenariat avec la Serbie, plusieurs centrales hydroélectriques le long de la rivière Ibar, tout en souhaitant investir dans les énergies renouvelables en Serbie.

Le gazoduc South Stream renforce donc l'importance de la Serbie vis-à-vis de l'Europe, compte tenu de l'importance régionale qu'elle aura une fois le gazoduc mis en service. Cependant, il semble peu probable que la Serbie se serve du gazoduc comme moyen de pression, comme a pu le faire l'Ukraine par exemple. Si la Russie contourne soigneusement l'Ukraine pour passer par un pays plus conciliant, c'est précisément afin éviter la répétition de ce type problème. De plus, Gazprom entretient plusieurs partenariats avec des sociétés européennes pour la partie offshore du pipeline : Gazprom est l'investisseur principal avec 50%, l'italien ENI possède 20% des parts, l'allemand Wintershall 15%, et le français EDF 15% également. Cette participation offre une relative marge de manœuvre aux sociétés européennes, sans pour autant conférer un pouvoir de décision majeur. Il n'est ni dans l'intérêt de la Serbie, ni dans celui de la Russie, dont l'Europe est le principal client, de songer à une éventuelle coupure de gaz comme moyen de pression : c'est une action trop brutale qui peut s'avérer contre-productive. L'intérêt géopolitique du gazoduc en lui-même est donc à relativiser de ce point de vue.

Conclusion

D’un point de vue économique et politique, le gazoduc South Stream va indéniablement permettre à la Serbie d’avoir un regain de compétitivité significatif tout en lui conférant une crédibilité accrue dans la région. La position déjà stratégique de la Serbie au cœur des Balkans s’en verra également renforcée : elle pourra à terme devenir le moteur économique de la région, tout en ayant un rôle politique significatif. Sa volonté d’intégrer l’union européenne sera mieux prise au sérieux en étant la plaque tournante de l’énergie au sud-est de l’Europe, précisément au moment où le projet Nabucco a de plus en plus de mal à se concrétiser.

1 Tant d’un point de vue culturel, que religieux, et linguistique
2 Nafta Industria Srbija.

3 Cela constitue environ trois jours de la consommation de gaz d’un pays comme la France.

4 La Source en question est le quotidien serbe Politika, réputé sérieux. Mais il n’y a aucune mention de ce type sur le site officiel de South Stream.

5 La société serbe Petrohemija est reprise en main par la société russe Lukoil.

6 La Russie s’appuie sur Sofia pour demander une exception à la règle de l’accès des tiers aux réseaux de transport d’énergie dans l’Union Européenne

7 Pensons à l’implantation de l’usine Fiat à Kragujevac

infoguerre.fr